

Vencorex : l'État abandonne la France et ses travailleurs !

Dans une décision rendue ce jeudi 10 avril, le tribunal de commerce de Lyon a privilégié l'offre de BorsodChem (filiale hongroise du groupe chinois Wanhua) positionnée sur la reprise d'une partie seulement de l'activité (l'atelier Tolonates) de Vencorex et de 54 salariés.

Face aux enjeux industriels, sociaux, critiques et stratégiques que représente Vencorex dans le paysage industriel, l'interconnexion avec une multitude d'industries et d'entreprises, aussi bien sur Pont-de-Claix que sur Jarrie, cette décision est inacceptable !

Des centaines de salariés vont perdre leur emploi. Des milliers sont en réalité concernés à moyen terme car avec la fin de Vencorex, c'est, en réalité, toute la filière chimie française qui est menacée.

La proposition de reprise, portée par les salariés et à laquelle la CGT est associée, avec l'appui des collectivités territoriales et certains des industriels de Pont-de-Claix, était bien plus ambitieuse et visait à garantir la pérennité de l'activité, le maintien de l'indépendance nationale au niveau du nucléaire mais aussi de l'aérospatiale et de la défense. Ce projet de Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) visait la conservation des emplois directs, mais aussi induits, sur le bassin isérois soit plus de 400 emplois industriels sur la plateforme.

Il est donc inacceptable que cette entreprise si stratégique et décisive pour l'économie française passe sous pavillon d'un groupe chinois, plus intéressé par les brevets que par l'avenir de la filière en France et le sort des travailleurs.

La désinvolture du gouvernement Bayrou sur ce dossier est indigne, balayant d'un revers de main le projet porté par les salariés, des entreprises et des collectivités. Parler d'un site « non viable » comme l'a fait le Premier ministre témoigne de sa méconnaissance du dossier. Cette entreprise est non seulement viable mais porteuse d'avenir pour le pays et il suffisait que l'Etat soutienne le projet de SCIC alors qu'hier encore un groupe industriel indien affirmait garnir le carnet de commande.

Vencorex doit vivre et l'ensemble de ses activités doivent être maintenues. Notre souveraineté industrielle et militaire en dépend. Que vont devenir les technologies et les brevets ?

Suite à cette décision, la France devra désormais se fournir en Allemagne et auprès d'une entreprise polonaise pour répondre à certains besoins indispensables en matière de nucléaire civil et militaire.

Il est temps d'entendre les salariés, dont l'intervention est essentielle, ainsi que les

RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.



S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 25€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523– N° 2503 – Jeudi 17 avril 2025

nombreux élus locaux et collectivités qui soutiennent leur projet, ils portent une solution utile à l'emploi comme au renouveau industriel dont le pays a besoin. Il est de la responsabilité de l'État et des banques, notamment du pôle public (BPI, CDC, La Poste), de leur apporter tout le soutien nécessaire.

Le gouvernement doit reprendre la main ! Il est urgent de stopper le processus en cours, particulièrement dangereux aux plans économique et écologique, pour tout un bassin de vie et pour le pays. Qui va dépolluer le site dont le coût est à 1 milliard d'euros alors que la poursuite de l'activité est le moyen de traiter la pollution accumulée ?

Le PCF, ses élus, continueront de défendre les salaires et l'avenir industriel du site. ■

MÉCHOUI POUR LA PAIX ET LA FRATERNITÉ

2025

8 mai
à 12 h

Parc de la nature/TARNOS



MENU SAVEUR

Brochette d'agneau et
Saucisses en tapas
Agneau cuit au feu de bois
Haricots cuisinés maison.
Fromage de brebis et sa
confiture cerise.
Dessert



ANIMATION
PAR LE
GROUPE
BASQUE



Tarif: 18€ /- de 10 ans 10€



Ne pas jeter sur la
voie publique

Contact: pour réservation
mail: pcf.seignaux@laposte.net
Chèque à l'ordre de : ADF PCF 40

Tel: 06 74 72 93 38
06 80 06 38 83

Avec la présence de Ian BROSSAT
Sénateur communiste de Paris

Vote du budget primitif 2025 du Conseil Départemental des Landes

Ces 10 et 11 avril 2025 le Conseil Départemental des Landes votait le budget primitif 2025 dans un contexte d'austérité particulièrement contraint.

Depuis le début de l'année, on entendait le discours récurrent qui désignait les collectivités locales comme responsables de la dégradation des finances publiques.

Aujourd'hui,

l'endettement public de

notre pays qui est de 3.200 milliards d'euros, est constitué à seulement 8% de l'endettement des collectivités territoriales, toutes strates confondues : communes, communautés de communes, Départements, Régions.

Sachant que dans le même temps, 70% de l'investissement public de notre pays est porté par ces mêmes collectivités territoriales lesquelles, pour le financement, sont parfois amenées à emprunter, alors que l'État, avec ses 240 milliards de déficit annuel, emprunte uniquement pour financer ce déficit, ce que les collectivités n'ont pas la possibilité de faire dans la mesure où elles présentent toujours des budgets équilibrés.

L'augmentation des dépenses des Départements découle avant tout de décisions unilatérales de l'État, prises sans concertation et sans compensation adéquates.

Depuis 2022, ce sont 3 milliards d'euros de charges supplémentaires qui ont été imposées, chaque année, aux Départements en raison de la hausse des dépenses, du renforcement de la protection de l'enfance ou encore des revalorisations salariales nationales...

Le Département, compte tenu des missions qui sont les siennes, devient quasiment un sous-traitant des politiques nationales qui sont décidées. On lui demande de payer sans lui donner les moyens d'y faire face.



Les conseillers départementaux du groupe Communiste et Citoyen, de gauche à droite : Sylvie Péducas, Damien Delavoie, Éva Belin et Jean-Marc Lespade

Aujourd'hui, plus de 60% des Départements sont en quasi-cessation de paiement.

Dans le même temps, les recettes se contractent dangereusement. Les droits de mutation à titre onéreux qui représentent jusqu'à 20% des ressources de nombreux Départements ont fortement chuté depuis 2021. Pour le Département des Landes, c'est une baisse de 43 million d'euros. Cumulés sur plusieurs années, ce

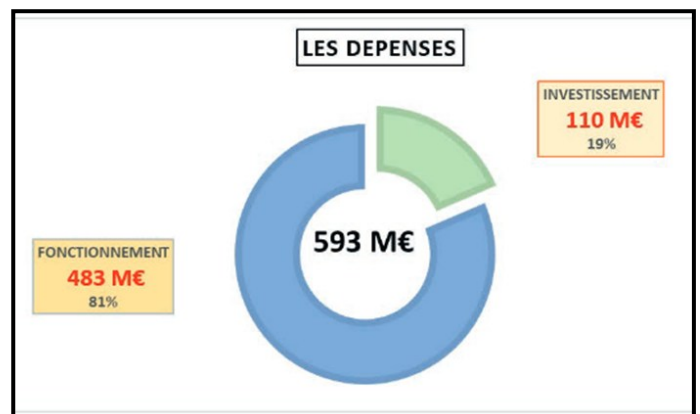
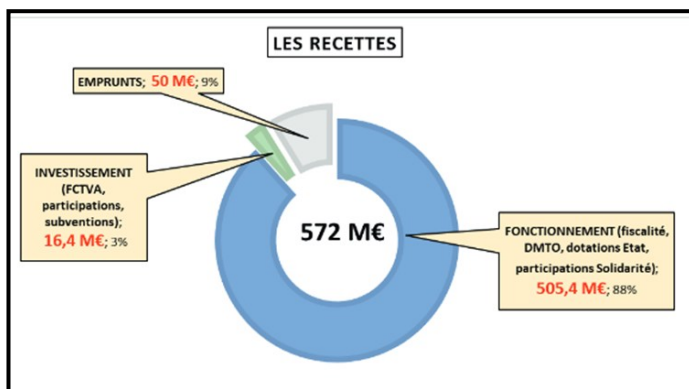
sont 71 millions d'euros de manque à gagner.

Pour compenser la réforme de la taxe d'habitation, le gouvernement a transféré le foncier bâti des Départements vers le bloc communal en indiquant qu'une part de la TVA (recette que le Gouvernement qualifie de très dynamique) serait redistribuée aux Départements. Pour 2025, l'État a décidé de geler la TVA ce qui représente 1.200.000 € de pertes pour les Landes. Privés de tout levier fiscal, nous dépendons désormais exclusivement des décisions de l'État et restons soumis aux fluctuations, souvent imprévisibles, du marché immobilier.

Cette austérité imposée ne repose sur aucune logique économique viable. Comment demander aux Départements de réduire leurs dépenses alors qu'ils assurent l'essentiel des solidarités humaines et territoriales dans ce pays ? Comment justifier une telle asphyxie financière alors que depuis 2018, les allègements fiscaux ont privé l'État de plus de 60 milliards d'euros de recettes ?

Beaucoup de Départements annoncent une année blanche sur les aides aux communes. Pour certains, c'est réduire les dotations aux collèges, couper dans le soutien aux infrastructures ainsi que limiter drastiquement les budgets à la culture et au sport jusqu'à 40 à 50%.

Inévitablement, ces restrictions fragiliseront durablement les territoires et pèseront directement



sur le quotidien des habitants.

Malgré ces difficultés, et grâce à une gestion rigoureuse et prudente, le Département des Landes a su mobiliser son épargne afin de préserver l'ensemble de ses politiques publiques et un niveau d'intervention conséquent.

Il continuera à soutenir les investissements des communes, à réaliser des projets

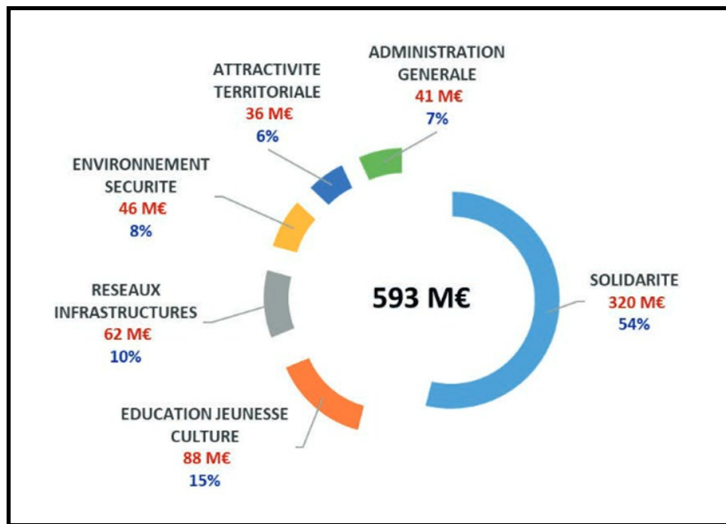
structurants pour le territoire, à poursuivre le plan ambitieux de soutien aux EHPAD et la rénovation de nos collèges.

Dans ce contexte, le budget 2025 préserve la capacité d'autofinancement tout en maintenant un niveau d'investissement ambitieux mais soutenable. L'objectif est de limiter le recours à l'emprunt et de garantir une trajectoire budgétaire sécurisée. **Le budget s'élève à 593 millions d'euros**, soit une baisse de 0,6% par rapport au budget 2024.

Le Groupe Communiste et Citoyen a voté le budget primitif

Jean-Marc Lespade, Président du groupe a salué un budget de résistance. Il a ajouté que dans les Landes, nos politiques publiques volontaristes sont axées sur l'égalité, la solidarité, l'accès aux services publics essentiels, mais elles portent également des valeurs de progrès, des valeurs émancipatrices pour permettre à chacun de se découvrir, s'exprimer et s'épanouir. C'est un budget de résistance.

- ♦ 12 millions pour la transition Écologique et Énergétique qu'il s'agisse de préserver la biodiversité, la ressource en eau et la gestion des déchets.
- ♦ Plus de 25 millions pour le SDIS pour lequel le Département assume majoritairement l'effort financier nécessaire au fonctionnement et au maintien du service de qualité et performant.
- ♦ Plus de 7,5 millions consacrés à l'agriculture et la forêt, pour accompagner les filières, et agir en faveur de l'alimentation.
- ♦ Près de 8 millions sont destinés à l'attractivité territoriale, au tourisme et au thermalisme et comme l'indique le rapport, depuis 2021 ce sont 90 projets que le Département a soutenu. Les dispositifs que représentent les syndicats mixtes sont autant d'outils coup de pouce qui développent les territoires et nourrissent notre économie locale.
- ♦ La politique foncière engagée pour maîtriser l'aménagement du territoire et répondre aux besoins de logement est un engagement fort



qui caractérise le Département.

♦ Plus de 30 millions pour l'éducation, les collèges, les bâtiments, les ordinateurs, la restauration ou encore l'apprentissage de la natation. Auxquels nous pouvons ajouter 7,5 millions pour le transport scolaire (3.942.000 + 3.400.000 pour les élèves en situation de handicap).

♦ 3,3 millions pour le sport avec la création de

la Maison départementale des sports (2 millions) qui contribuera à l'émancipation et l'épanouissement de tous.

- ♦ Et près de 9 millions pour la culture : c'est bien connu que la culture contribue à améliorer la qualité de vie. Elle réduit le stress et favorise une meilleure santé mentale. Les arts, la musique et le théâtre ont des effets thérapeutiques reconnus. Ils devraient être une compétence obligatoire des départements avec, bien sûr, les moyens associés.
- ♦ 10 millions pour offrir à la jeunesse landaise un panel de formations universitaires attractif et dynamique, c'est un pari sur l'avenir.
- ♦ Enfin, plus de 320 millions d'euros dédiés à l'action sociale, en faveur des plus vulnérables, pour améliorer leurs conditions de vie, avec un soutien renforcé pour les personnes âgées, les personnes privées d'emploi ou encore les familles en difficulté.

Il a ajouté que les départements dirigés par la droite et le centre sont en contradictions. En effet, alors qu'ils soutiennent la politique nationale (avec l'appui du RN), ils ont annoncé refuser d'appliquer l'augmentation de 1,7 % du Revenu de Solidarité Active-RSA prévue depuis le 1er avril.

Il a terminé son propos par la citation de Paul Claudel « *Une contradiction, il n'y a qu'à ne pas s'en apercevoir* ».

En revanche, le chapitre relatif au Grand Projet du Sud-Ouest (GPSO) devenu Ligne Nouvelle du Sud-Ouest (LNSO) a suscité 3 votes contre et une abstention du groupe Communiste et citoyen. En effet, Sylvie Péducasse a réinterrogé l'utilité du projet pour des raisons environnementales et sociales. Elle a rappelé que de nombreux usagers avaient fait part, lors du comité de ligne organisé le 1^{er} avril, de leur ras-le-bol face aux nombreux retards ou annulations de dernière minute des trains du quotidien. Elle dénonce un service extrêmement dégradé avec la ligne 53 Hendaye-Pau-Tarbes qui affiche 24% de trains en retard. L'élue a déploré un tel désengagement de l'État en direction des mobilités, sujet d'une importance capitale qui doit répondre aujourd'hui au grand défi de la transition écologique.■

Soutenir la paix

Une propagande de guerre s'installe dans toute l'Europe. Politiques et médias bourgeois préparent les esprits à une guerre imminente dont le premier pas est l'économie de guerre.

Les voix pour la paix sont criminalisées et assimilées à des pro-Poutine. Cette stratégie musèle toute critique du bellicisme des USA, de l'OTAN et de l'UE et alimente la guerre au détriment de toute solution politique.

Les peuples ukrainien et russe subissent les ravages de la guerre, tandis que les travailleurs en Europe voient les budgets publics détournés vers l'armement et le coût de la vie exploser.

Pourtant, les industriels de l'armement accumulent des profits record et les États-Unis préparent déjà le pillage économique de l'Ukraine.

Loin de défendre les peuples, cette guerre alimente une logique de blocs et de militarisation qui ne fait qu'aggraver le risque d'escalade.

Le MJCF rejette la logique de bloc imposée par les gouvernements. Soutenir la paix n'est pas choisir un camp contre un autre, mais défendre l'intérêt des peuples contre les logiques impérialistes.

L'escalade doit être combattue. La jeunesse ne sera pas sacrifiée au champ d'horreur. Nos droits collectifs et sociaux ne seront pas sacrifiés pour un agenda militaire. Ne penser qu'à la guerre, ne pas vouloir de négociation, ce n'est pas rendre service à l'Ukraine.

La France doit jouer un rôle indépendant en faveur d'une solution diplomatique et d'une sécurité collective des peuples, hors de la logique belliciste de l'OTAN et en soutien au droit international.

Nous devons défendre la voix de la paix, pour une solidarité internationale entre les peuples, notamment avec les travailleurs et les forces progressistes d'Ukraine et de Russie qui résistent à la guerre et aux oppressions.

Le MJCF défend la paix et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Être pour la paix, c'est refuser l'engrenage de la guerre et des logiques impérialistes, d'où qu'elles viennent.

La guerre en Ukraine est une tragédie qui cause des milliers de morts et des destructions massives. L'urgence est à la désescalade et à une solution négociée.■



Gnacs et Chacailles

EMBROUILLES ET TRUMPERIE

«Feindre d'ignorer ce qu'on sait, de savoir tout ce que l'on ignore... voilà toute la politique.» disait Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais (écrivain, 1732-1799). La post-vérité, c'est-à-dire la négation des faits et des réalités, se répand comme une pandémie dans les discours gouvernementaux de droite et d'extrême droite dont la cheffe est justement condamnée avec ses acolytes pour avoir détourné plus de 4 millions d'€ dans l'affaire dite des assistants parlementaires fictifs et ils osent crier au scandale judiciaire alors qu'ils violent la loi. L'internationale d'extrême-droite aux mains sales qui veut «mettre la France en ordre», a pour modèle les fachos de jadis et la «Maison-Blanche» à Washington, qui attaque les libertés académiques et scientifiques, licencie sans préavis la scientifique en chef de la Nasa (par ailleurs, co-présidente du Giec), ferme des agences de l'État, le bureau de la technologie, de la politique et de la stratégie, celui de la diversité, le ministère fédéral de l'Éducation nationale, interdit des mots et en met d'autres sous surveillance d'une police de la pensée. En **France et en Europe**, des gouvernants disent leurs désaccords contre ces assauts réactionnaires, mais avec le patronat accoquiné, laissent faire, préférant Trump à la gauche de transformation sociale, comme jadis ils préféraient Hitler au Front Populaire, alors que la République française, l'Union Européenne, pourraient s'opposer aux rafales soufflant contre la vérité, le droit à l'information, les sciences et l'université, dont nos sociétés ont un impérieux besoin pour sortir des crises démocratiques, sanitaires, écologiques, climatiques, comme la crise de sens du travail. **Les dangereuses injonctions présidentielles au surarmement et à la culture de la tension, ne sont l'objet d'aucun débat sérieux, d'aucune analyse documentée, d'aucune expertise contradictoire.** Le peuple est sommé de suivre et de sacrifier son «pouvoir de vivre», au son des canons et au nom de la géopolitique mondiale de laquelle, par des manipulations institutionnelles, on lui ôte toute prise. De la négation des résultats du référendum sur le traité constitutionnel européen en 2005, jusqu'au refus de prendre en compte les résultats des élections législatives de juillet 2024, aux dérives mafieuses d'élus de droite et d'extrême droite, la défiance ne cesse de se creuser au risque d'y engloutir la République. **Ni le cri des gilets jaunes, ni celui de la majorité mobilisée contre la loi du passage à la retraite à 64 ans, ni la convention citoyenne sur le climat n'ont été pris en compte.** Le «principe de réalité» invoqué pour justifier le surarmement, est présenté comme une obligation. Le Premier ministre ampute son mauvais budget de 9 milliards d'euros, alors qu'il défend les privilèges de classe des possédants. Après avoir nié qu'il ne connaissait rien des sévices infligés aux enfants du collège Notre-Dame de Bétharram, le voici plaidant le dépassement de la défiance en «post-confiance». **La farce nous fait entrer dans une ère où non seulement le pays est dirigé par ceux qui perdent les élections, mais en plus, leur parole est dépourvue de toute valeur.** La parole politique et médiatique vise à discréditer «la gauche» baptisée «extrême gauche» et à exciter les divisions en son sein, à discréditer les valeurs républicaines. L'extrême droite mise sur le «réalisme», «la stabilité» et «des principes de réalité» pour soumettre chacune et chacun à la domination du grand capital. Dans une société aussi politisée que celle de la France, cela ne peut faire illusion longtemps. **Il est indispensable de faire revivre cette conquête républicaine de premier ordre qu'est la citoyenneté.** Ques l'enjôc de l'ôra (C'est l'enjeu de l'heure).■

Roger La Mougne

Ouverture de la Table de la Ferme du Haza

Venez découvrir un restaurant chaleureux où vous
pourrez déguster de délicieux plats
Rendez-vous les jeudi soir, vendredi soir, samedi
midi et soir et dimanche midi.
Réservations au 06.81.98.33.51

Chez nos amis Marion et Benoît JUSTES
130 route du Haza à SAINT-AUBIN